



Monsieur le Préfet ou son représentant, mesdames et messieurs les chefs de Services, Mesdames et Messieurs les personnes qualifiées et chargées de mission, mesdames et messieurs les représentants du personnels désignés pour siéger à cette instance.

Alors que la prise en compte des risques psychos sociaux est une priorité nationale et qu'elle est en théorie largement déclinée dans les départements de la zone EST, les Syndicats Alliance police nationale, Snapatsi et Synergie Officiers déplorent le manque d'implication et de prise en compte de cette thématique dans le département de la Côte d'Or.

Il n'est pas dans nos habitudes de faire des déclarations préalables, mais nous considérons que la situation du moment nous l'impose et nous souhaitons que celle ci soit annexée au procès verbal qui sera rédigé à la suite de cette réunion.

Nous ne reviendrons pas sur les conditions de convocations et les changements d'ordre du jour, mais nous espérons vivement que les travaux de cette instance puissent se dérouler sous de bons auspices, et ce malgré des changements dans les services de la Préfecture, il est regrettable de constater que le règlement intérieur ne soit pas appliqué au risque de laisser penser que l'administration n'attache que peu d'importance à cette instance.

Nous déplorons ne situation alarmante et préoccupante, pour exemple, les difficultés rencontrées à la DIPJ de Dijon qui auraient pu conduire à la mise en application de la doctrine sur les risques psychos sociaux.

Dans cette affaire et malgré nos démarches, nous considérons que la situation n'est toujours pas résolue au vu de l'inertie de la DCPJ.

Nous regrettons d'avoir été contraints de nous substituer à l'Administration pour alerter toutes les autorités locales et centrales sur le "mal être" des personnels alors qu'une solution pérenne aurait pu être trouvée depuis plusieurs mois.

Les solutions provisoires imposées sont non seulement inefficaces mais sont génératrices d'autres difficultés non prises en compte à ce jour.

Plus généralement la mission de Police devient de plus en plus difficile à assumer et à assurer par les effectifs, de tous corps, tous grades, et toutes directions confondues (l'exemple des brigades de roulement de jour et de nuit est criant.)

Nous demandons à l'administration, de replacer "l'humain" au centre du débat, d'arrêter de raisonner en terme de chiffres et d'indicateurs, et d'engager des reformes pour un résultat pérenne et faire en sorte que les personnels travaillent dans de bonnes conditions.

La prise en compte des Risques Psychos Sociaux, est une priorité et un chantier d'envergure, faute de moyens ou de volonté de reconnaître les difficultés, il serait regrettable et préjudiciable de constater que rien ne changera et que les personnels resteront en souffrance.

Merci de votre attention.

Les représentants du Personnel